

[Text]

moment donné j'ai pensé qu'on était en voie de développement. Je me suis presque illusionnée là-dessus. J'ai même rêvé qu'à partir de 1976, on réussirait ce qu'on avait élaboré avec tellement d'acharnement, entre la période de 1968 à 1976, un plan de développement économique pour une région qui ferait suite aux expériences qu'on a vécues durant les années précédentes. On s'est vite aperçu que ce n'était pas réalisable; et plus cela va, moins c'est faisable.

Il y a quelques mois, j'étais à Rimouski où je participais à un événement, et M. Bernard Landry donnait une conférence de presse téléphonique. M. Bernard Landry est le Ministre chargé du développement économique pour la province de Québec, dans le gouvernement péquiste. Il a dit catégoriquement que pour l'entente entre le gouvernement du Québec et le gouvernement du Canada, pour le développement économique d'une région, nommément l'est du Québec, sa réponse, c'était catégoriquement non.

Or, j'espère, monsieur Huot, qu'on s'est résigné devant une telle évidence, et qu'on va arrêter de perdre notre temps dans des ententes possibles avec la province de Québec pour les régions sous-développées, parce que si on a déjà été en voie de développement, maintenant on a pris du recul. Ce n'est même plus de pauvreté qu'on parle, c'est d'appauvrissement. Vous nous avez cité les chiffres du Ministère, et vous remercie sincèrement de nous avoir dit la vérité à ce sujet. On est arrivé à un moment où il va falloir écouter les gens qui parlent aussi dans les territoires.

Et je reviens aux audiences du MEER à Percé, particulièrement, où les gens du milieu, les agents de développement économique, comme les chambres de commerce, les conseils municipaux et tous ces regroupements d'hommes d'affaires, les Pêcheurs—unis et d'autres sont venus nous dire: Si ce n'est pas possible de vous entendre avec la province de Québec, tâchez au moins d'avoir le courage de faire les choses qui sont dans vos sphères de juridiction et puis les choses que vous pouvez réaliser avec les agents du milieu.

Ce qui m'intéresse et ce que j'aimerais voir clarifié, c'est la coopération qui va exister entre les ministères. Vous en avez bien parlé, mais dans les documents de M. Gray, on dit aussi que les ministères sectoriels, ceux de l'Agriculture, des Pêches et des Océans, devraient s'occuper davantage de leurs affaires, ou les ententes leur seraient transférées et, à ce moment-là, ils seraient les maîtres d'oeuvre.

Il y a aussi un autre point qui m'intéresse; ce qui me rassure d'abord, c'est que vous ayez dit que notre plan de développement économique pour l'est du Québec, cela avançait. J'ai cru comprendre que ce serait pour une période de cinq ans; si j'ai tort, vous me le dites, par la suite, j'aimerais savoir si des régions comme les nôtres peuvent éventuellement être favorisées dans des mégaprojets ou avoir des retombées de mégaprojets qui sont prévus pour le Canada en général, mais où des choses pourront être réalisées en région.

[Translation]

deluding myself. I even dreamed that beginning in 1976, we would manage to implement the regional development plans that we worked so hard on from 1968 to 1976 and that we would be able to put our experience into practice. We quickly realized that it could not be done; in fact, it is becoming less and less feasible.

A few months ago, I was in Rimouski and Mr. Bernard Landry gave a press conference by telephone. Mr. Landry is the minister responsible for economic development for the Province of Quebec, in the PQ government. He categorically stated that his answer to the proposed regional development agreement for Eastern Quebec to be signed by the Quebec government and the federal government was no.

Given this, Mr. Huot, I hope that we will stop wasting our time trying to reach agreements with the Province of Quebec for underdeveloped regions. We were developing, and now we have lost ground. If we are not poor, we are at least getting poorer. You quoted department figures and I would like to thank you for having told us the truth. We have reached the point where we are going to have to listen to the people in the regions.

I would like to go back to the DREE hearings in Percé. Organizations involved in economic development... Chambers of commerce, municipal boards, groups of businessmen and fishermen's associations... told us that if we cannot reach an agreement with the Province of Quebec, we should at least try to have the courage to do things that come under our jurisdiction and things that can be done in co-operation with local people.

What interests me and what I would like to clarify is what sort of co-operation there will be between the departments. You referred to this, but it was also stated in Mr. Gray's document that various federal departments, such as agriculture and fisheries, and oceans, should be made more directly responsible for their areas of jurisdiction and that agreements would be transferred to them so that they would be in charge.

There is something else that interests me. I find it reassuring that progress is being made on your economic development plan for Eastern Quebec. I understand that it will be for a period of five years: correct me if I am wrong. I would also like to know whether regions like ours will eventually be given preference for mega-projects or will benefit from mega-projects at the national level. Things could be done in the regions.